Étude

parcours

Demander de l'aide alimentaire, et après?

OFFRIR DES ALIMENTS ET PLUS

Portrait de l'offre de service des organismes communautaires en aide alimentaire de la région de la

Mauricie – Centre-du-Québec

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA
APPROCHES COMMUNAUTAIRES ET INÉGALITÉS DE SANTÉ

L'ÉQUIPE DE PROJET

Chercheuses

Louise POTVIN, Institut de recherche en santé publique, Université de Montréal
Geneviève MERCILLE, département de nutrition, Université de Montréal
Jennifer O'LOUGHLIN, Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de l'Université de Montréal
Mylène RIVA, département de géographie, McGill University
Marie-Pierre SYLVESTRE, Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de l'Université de Montréal

Partenaires cocandidats

Annie GAUVIN, Banques alimentaires du Québec
Robert BEAUPARLANT, Faim et développement social du Québec
Frédéric PARÉ, Regroupement des cuisines collectives du Québec
Jean-Paul FANIEL, Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal Métropolitain

Partenaires nationaux

Centre de collaboration nationale des déterminants sociaux
Réseau pour une alimentation durable

Professionnels de recherche

Federico RONCAROLO, coordonnateur de l'étude
Jacinthe LOISELLE, coordonnatrice de l'étude par intérim
Ginette BOYER, coordonnatrice de la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé
Caroline BRAËN, professionnelle de recherche
Elsury PEREZ, PROFESSIONNELLE de recherche

Étudiantes

Marie-Ange IRIBAGIZA, étudiante à la maîtrise
Raluca TICALA, étudiante à la maîtrise

Partenaires de la région de la Mauricie – Centre-du-Québec

Nathalie BELLETÊTE, Comptoir alimentaire Drummond
Mélanie BERGERON, Comité régional de développement social du Centre-du-Québec
Martine CROTEAU, Direction de santé publique et responsabilité populationnelle, CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec
Stéphanie MILOT, Consortium en développement social de la Mauricie
Junior Serge NOLET, Moisson Mauricie/Centre-du-Québec

Cette étude bénéficie d'une subvention des Instituts de recherche en santé du Canada (PJT-153361).

Rédaction :
Raluca TICALA et Geneviève MERCILLE, sauf le chapitre 2 préparé par les partenaires de la région
Analyses :
Elsury PEREZ
Concept graphique :
Mugisha RUTISHISHA, IRSPUM
Cartographie : Centre d'informations géographiques, McGill University
Direction scientifique :
Geneviève MERCILLE et Louise POTVIN
Coordination de la production :
Ginette BOYER

Une publication de la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé, de l'Université de Montréal, 2019.
www.chairecacis.org

Les reproductions de ce texte, en tout ou en partie, sont autorisées à condition d'en mentionner la source

REMERCIEMENTS

Ce rapport est le fruit d'un véritable travail d'équipe et en partenariat, comme en témoigne la page précédente. Nous désirons cependant remercier d'une façon particulière chacun des organismes communautaires de la région qui a participé à cette étude en nous faisant une place dans son horaire déjà bien chargé.

Merci aux coordonnatrices et aux coordonnateurs de ces organismes qui ont pris le temps de considérer, avec leur équipe ou leur conseil d'administration, la possibilité de participer à cette enquête téléphonique, mais aussi de collaborer à une enquête auprès de leurs usagers qui sera en cours au moment de publier ce rapport.

Nous reconnaissons la grande valeur de la « petite heure » que vous avez consacrée à répondre à nos questions. Mais surtout, nous espérons que ces résultats alimenteront votre réflexion collective sur vos pratiques et permettront, à terme, d'améliorer la sécurité alimentaire de la population de votre territoire, un objectif que nous partageons pleinement.

Geneviève Mercille, Louise Potvin et l'équipe de projet

TABLE DES MATIÈRES

		RÉSUMÉ	5
1.		INTRODUCTION	6
2.		LA RÉGION SOCIOSANITAIRE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC	7
3.		MÉTHODOLOGIE	9
4.		RÉSULTATS	12
	4.1.	Répartition géographique et profil des organismes	12
	4.2	Qualité des dons alimentaires distribués	15
	4.3	Offre de service complémentaire au don d'aliments	17
	4.4	Partenaires et collaborateurs	19
5		FAITS SAILLANTS, LIMITES ET DISCUSSION	20
	5.1	Faits saillants	20
	5.2	Limites de l'étude	23
	5.3	Perspectives	23
		RÉFÉRENCES	24
ANNEXE I		Tableaux des résultats de la Mauricie	25
ANNEXE II		Tableaux des résultats du Centre-du-Québec	29

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

Figure 1	Indice de défavorisation, Maurice et Centre-du-Québec	8
Figure 2	Recrutement des organismes de la Mauricie – Centre-du-Québec	11
Figure 3	Répartition géographique des organismes communautaires en aide alimentaire participants de la Mauricie – Centre-du-Québec	13
Figure 4	Comment NAS soutient et accompagne les groupes de distribution alimentaire ?	22
Tableau 1	Adultes et enfants dans un ménage vivant de l'insécurité alimentaire selon le modèle de Tarasuk et coll. (2016), Lanaudière et le Québec, 2013-2014	8
Tableau 2	Principales caractéristiques des organismes participants	14
Tableau 3	Composition habituelle des dons d'aliments	16
Tableau 4	Activités reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments	17
Tableau 5	Activités non reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments	18
Tableau 6	Nombre de liens de collaboration et de partenariat formels et informels avec divers types d'organismes	19

Étude

parcours

Demander de l'aide alimentaire, et après?

Ticala, R., Mercille, G. et coll., 2019
Pour info : parcours@irspum.umontreal.ca

RÉSUMÉ

Au Canada, la faim hypothèque la santé et le bien-être d'environ un ménage sur huit. Les banques alimentaires sont bien connues pour tenter de résoudre ce problème, mais elles ne font pas consensus. Certains pensent qu'elles font plutôt partie du problème en compromettant l'adoption de politiques de lutte à la pauvreté. D'autres les voient plutôt comme une passerelle vers d'autres services communautaires aidant les gens à s'en sortir. Pour le moment, les données scientifiques ne permettent pas de trancher ce débat.

C'est pourquoi la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS), en collaboration avec plus de 20 organisations, au Québec, mène **l'étude PARCOURS, Demander de l'aide alimentaire, et après ?.** Ce rapport présente les résultats d'une enquête téléphonique réalisée de novembre 2017 à juin 2018, auprès de 34 organismes d'aide alimentaire de la région de la Mauricie – Centre-du-Québec. Ce premier volet de l'étude vise à dresser un portrait de l'offre de service de ces organismes. Un deuxième volet, soit une enquête auprès de nouveaux usagers de ces organismes, a débuté à l'automne 2018 et se poursuivra jusqu'en 2022.

Les organismes ont été classés selon **le type d'activités** offertes aux usagers dans le domaine de l'alimentation, soit **DON** et **DON+,** où les organismes DON+ offrent, en plus des aliments, des activités soutenant le développement de compétences en alimentation (cours de cuisine, cuisines collectives, etc.). Ils ont également été classés selon le **milieu de vie** desservi (**urbain, périurbain ou rural)**, d'après les plans d'aménagement du territoire des MRC. En Mauricie – Centre-du-Québec, 16 organismes DON et 18 organismes DON+ ont participé à l'étude. Ils répondent tous aux critères d'inclusion, c'est-à-dire : 1) l'accès au don ne doit pas être conditionnel à l'utilisation d'autres services ; 2) le don d'aliments se fait sur une base régulière ; 3) l'organisme s'adresse à la population générale.

Les **principaux résultats** sont les suivants :

- les organismes DON et DON+ semblent de même taille : le nombre de ménages desservis, la fréquence de distribution des aliments et le nombre de bénévoles sont comparables. Seul le nombre d'employés diffère ;
- pour les deux types d'organismes, l'offre alimentaire est variée. Des aliments frais ou minimalement transformés sont disponibles, la plupart du temps, mais peu d'aliments de base pour cuisiner sont offerts aux usagers ;
- l'offre de services diffère entre les organismes DON et DON+, ces derniers possédant une plus grande variété d'activités. Les cuisines collectives et les ateliers en alimentation sont les activités les plus offertes. Les deux types d'organismes ont une perception commune de la faible participation des usagers aux activités offertes ;
- la majorité des organismes du territoire a établi des collaborations ou des partenariats tant avec d'autres organismes communautaires qu'avec des organisations publiques ou privées.

Lors d'un forum régional à l'automne 2018, les partenaires et organismes participants se sont réjouis de l'assez bonne qualité de l'offre alimentaire : ils estiment que la préoccupation d'offrir une saine alimentation est largement partagée dans la région et que la qualité des aliments offerts est tributaire de leurs collaborations avec d'autres organismes, entreprises et institutions. Signalons enfin que ces données étant descriptives et les nombres très petits, il faut demeurer prudent dans leur interprétation. Des analyses statistiques plus poussées seront appliquées aux résultats des quatre régions.

1. INTRODUCTION

QU'EST-CE QUE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

« … l'accès **physique** et **économique** de **tous** les êtres humains, **à tout moment**, à une nourriture **suffisante**, **saine** et **nutritive** leur permettant de satisfaire **leurs besoins énergétiques** et leurs **préférences** alimentaires pour mener une vie saine et active ».

Sommet mondial de l'alimentation, 1996

Au Canada, l'insécurité alimentaire touchait 1 ménage sur 8 en 2014, ce qui représente 3,2 millions de personnes, dont 1 million d'enfants[1]. Pour répondre à cette problématique, aucune politique de sécurité alimentaire gouvernementale n'existe[2]. La réponse se situe davantage en milieu communautaire, où divers organismes offrent du don d'aliments[3, 4]. Les banques et les comptoirs alimentaires sont bien connus pour tenter de résoudre ce problème, mais ils ne font pas consensus. Certains pensent qu'ils font partie du problème parce qu'ils compromettent l'adoption de politiques de lutte à la pauvreté[2, 5] ou même qu'ils créent une dépendance chez les personnes qui les fréquentent[6]. D'autres les voient plutôt comme une passerelle vers d'autres services communautaires, axés sur le développement des capacités, qui aident les gens à s'en sortir[7, 8].

Afin de tenter d'éclairer ces questions, un vaste projet de recherche est mené par la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS), en collaboration avec plus de 20 organisations à travers la province. Elle est réalisée à l'échelle québécoise, plus précisément dans quatre territoires :

- l'Estrie,
- la Mauricie – Centre-du-Québec,
- Lanaudière,
- Montréal.

L'étude PARCOURS : demander de l'aide alimentaire, et après ? vise à documenter l'effet à long terme du don alimentaire (avec ou sans couplage avec des activités de développement de compétences en alimentation) auprès de **nouveaux** usagers du don d'aliments (des personnes ayant reçu de l'aide alimentaire d'un organisme pour la première fois au cours des 6 derniers mois) sur :

- l'insécurité alimentaire,
- la qualité de l'alimentation,
- l'intégration sociale,
- la participation citoyenne et la santé.

Comme son nom l'indique, l'étude vise aussi à documenter les parcours d'utilisation des services communautaires en sécurité alimentaire. S'échelonnant de 2017 à 2022, l'étude se divise en trois principaux volets :

1) en 2017-2018, dresser un portrait des organismes communautaires offrant du don alimentaire dans les différentes régions et comparer leur offre de service ;
2) de l'automne 2018 à l'été 2022, rencontrer 1 800 nouveaux usagers de ces organismes chaque année, à trois reprises, dans le cadre d'une enquête longitudinale ;
3) à compter de l'automne 2021, mener des entrevues en profondeur auprès de 40 participants afin de documenter les principaux parcours d'utilisation des ressources.

L'étude PARCOURS fait suite à une autre étude réalisée par notre équipe en 2011-2013[9], l'une des rares études prospectives dans ce domaine. Nous avons comparé les nouveaux utilisateurs de dons alimentaires avec de nouveaux utilisateurs d'interventions de renforcement des capacités, à Montréal. Nous avons démontré que, sur une période de 9 mois, l'utilisation de programmes de dons de nourriture est associée à une réduction de l'insécurité alimentaire et à des améliorations de la santé physique et mentale[9, 10]. En outre, il existe des différences fondamentales entre les nouveaux utilisateurs de dons alimentaires uniquement et les nouveaux utilisateurs de programmes de renforcement des capacités. Les premiers sont moins éduqués, plus pauvres, en mauvaise santé et plus susceptibles d'être en situation d'insécurité alimentaire grave[11, 12].

Le présent rapport présente les premiers résultats de l'enquête téléphonique auprès des organismes communautaires offrant des dons d'aliments la région de la Mauricie – Centre-du-Québec. Un rapport similaire est disponible pour chacune des trois autres régions. Une analyse comparative des quatre régions suivra.

2. LA RÉGION SOCIOSANITAIRE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC

Le territoire et la population de la région

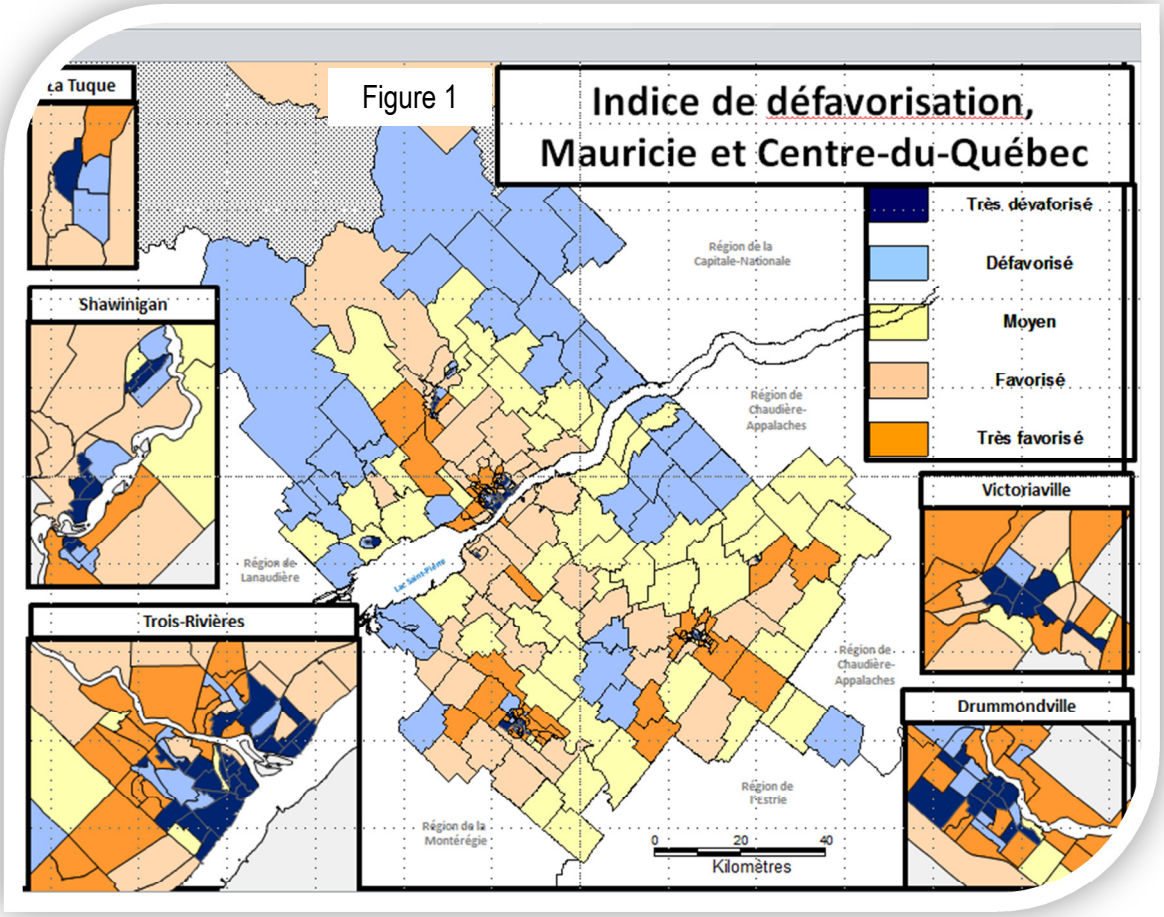
- Vaste territoire de près de 45 000 km².
- La cinquième région sociosanitaire la plus peuplée au Québec.
- La population estimée pour l'année 2017 est de 514 452 personnes :
  - Sur ce nombre, 17 % ont moins de 18 ans, 60 % ont entre 18 et 64 ans et 23 % sont âgées de 65 ans et plus. Ce dernier pourcentage est supérieur à celui du Québec (19 %).
  - Une population de personnes âgées appelée à augmenter de 50 % d'ici 2036, pour passer de 116 599 à 175 258 individus. Les personnes âgées représenteront alors 32 % de la population régionale (26 % pour le Québec).

Les caractéristiques socioéconomiques

On trouvera à la figure 1 la carte de la défavorisation de la région et au tableau 1 quelques données pour le quintile (c'est-à-dire le 20 % de la population de la région) le plus favorisé et le plus défavorisé.

- On constate une amélioration marquée du niveau de scolarité entre 1996 et 2016.
  - La proportion de personnes ayant un diplôme d'études secondaires chez les 25-64 ans est passée de 68 % à 81 % au cours de cette période, mais elle demeure inférieure à celle du Québec (87 %).
  - La proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un diplôme universitaire est passée de 10 % à 15 % au cours de la même période et demeure inférieure à celle du Québec (26 %).

Figure 1



http://aisbe-mcq.ca/sites/aisbe-mcq.ca/files/cartes/region-def-csssae.pdf

Tableau 1

Quelques données pour le quintile très favorisé et pour le quintile très défavorisé

	Quintile 1 Très favorisé	Quintile 5 Très défavorisé	Mauricie et Centre-du-Québec	Ensemble du Québec
Familles monoparentales (avec enfants moins de 18 ans)	18,5 %	51,1 %	27,5 %	24,6 %
Personnes vivant seules	8,4 %	33,3 %	16,7 %	14,8 %
Faible scolarité (15 ans et plus)	8,0 %	32,8 %	23,6 %	19,9 %
Taux d'emploi (25-54 ans)	90,0 %	65,6 %	81,8 %	82,3 %
Revenu moyen (15 ans et plus)	57 320 $	30 157 $	36 971 $	42 546 $
Ayant reçu des prestations d'assistance sociale en 2015 (18-64 ans)	2,0 %	26,1 %	9,2 %	6,7 %

- Ainsi, la population de la région est moins scolarisée que celle du Québec. Toutefois, la présence d'un établissement universitaire à Trois-Rivières semble avoir un effet sur la scolarité dans cette ville. En effet, les données de scolarité à Trois-Rivières se rapprochent sensiblement de celles du Québec (88 % de la population a un diplôme d'études secondaires et 23 % un diplôme universitaire).

- Le revenu médian des ménages est inférieur à celui du Québec (51 098 $ c. 59 822 $). La région est même celle ayant le revenu médian des ménages le plus bas parmi toutes les régions du Québec.

- Toutefois, ces faibles revenus peuvent être compensés par des coûts d'habitation moindre (valeur médiane des logements de 159 975 $ c. 250 302 $ au Québec et frais mensuels de logement des ménages locataires de 562 $ dans la région c. 720 $ au Québec). Au final, la proportion de ménages consacrant 30 % ou plus du revenu aux frais de logement est inférieure dans la région à celle du Québec (17 % c. 21 %).

- La proportion de la population vivant avec un faible revenu selon la mesure du panier de consommation est similaire à celle du Québec (10,5 % contre 10,7 %). Cette proportion est la même chez les hommes que chez les femmes (10,5 % et 10,5 %).

- Le taux d'emploi de la région est moins élevé que celui de l'ensemble du Québec (56 % contre 60 %). Par contre, nous avons vu que la proportion de personnes âgées était plus élevée dans la région qu'au Québec. En isolant les personnes âgées de 25 à 54 ans, le taux d'emploi de la région est le même que dans l'ensemble du Québec (82 %).

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada

3. MÉTHODOLOGIE

L'étude PARCOURS, Demander de l'aide alimentaire et après ? a débuté par un recensement des organismes offrant des dons alimentaires sur le territoire de la Mauricie – Centre-du-Québec, à partir des listes constituées et validées par les partenaires de la région. En novembre 2017, la liste de la Mauricie – Centre-du-Québec comportait au total 111 organismes. Les organismes étaient admissibles au projet de recherche s'ils respectaient trois critères d'inclusion.

Pour toute précision, n'hésitez pas à contacter la CACIS : parcours@irspum.umontreal.ca

1. L'accès au don est sans condition : les usagers ne devaient pas obligatoirement utiliser d'autres activités ou services pour avoir accès au don d'aliments (par ex. : maison d'hébergement).
2. Le don d'aliments devait se faire sur une base régulière. Un organisme offrant uniquement des bons d'achat ou des paniers à des périodes précises, comme à Noël, ne pouvait participer.
3. L'organisme ne devait pas s'adresser exclusivement à un sous-groupe de la population, par exemple, à des personnes itinérantes, à des communautés autochtones ou à des personnes âgées de moins de 18 ans ou de plus de 65 ans.

Les organismes ont ensuite été classés selon deux catégories :

1. **le type de milieu** selon leur localisation géographique en fonction des plans d'aménagement des municipalités régionales de comté ou, pour Montréal, des définitions des régions métropolitaines de recensement de Statistique Canada :

URBAIN	PÉRIURBAIN	RURAL
▪ Population - 50 000 Montréal - ≥ 10 000 autres régions ▪ Forte densité de l'environnement bâti ▪ Vocation mixte du territoire : résidentiel, commercial, industriel, services	▪ Population ≥ 5 000 – <10 000 ▪ Faible diversité d'occupation du territoire ▪ En périphérie des centres urbains et souvent proches des zones rurales.	▪ Faible densité de population <5 000 ▪ Très peu de variété dans l'occupation du territoire (surtout agricole ou forestier) ▪ Éloigné des centres urbains.

2. **le type d'activités** offertes aux usagers <u>dans le domaine de l'alimentation</u>
   - **« DON » :**
     - organismes offrant du **don d'aliments,**
     - **avec la présence ou non** d'autres activités **qui ne visent pas le développement de compétences en alimentation.**
     - Par ex. : frigo communautaire, vente d'aliments, popote roulante, repas communautaires.
   - **« DON+ »** :
     - Organismes offrant du **don d'aliments,**
     - **avec la présence d'activités soutenant le développement de compétences en alimentation.**
     - Par ex. : cours de cuisine, ateliers sur l'alimentation, cuisines collectives, jardins collectifs ou communautaires, groupes d'achats d'aliments, etc.
     -

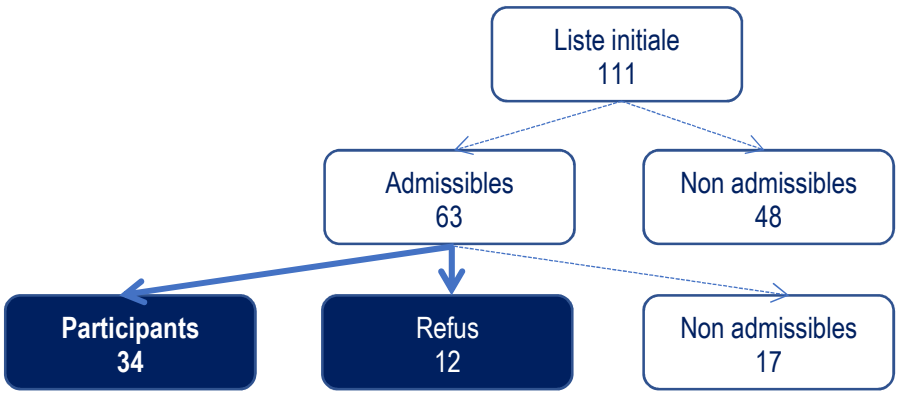
La section 4.2 présente, un peu plus loin, le détail des différentes activités offertes par les organismes communautaires, en distinguant les activités qui visent ou non le développement de compétences en alimentation.

Sur la base de ces critères, 63 organismes, sur les 111 recensés au départ, étaient admissibles à prendre part à l'enquête téléphonique (voir la figure 2) :

- 48 organismes se sont avérés non admissibles après le premier contact en raison du non-respect des critères d'admissibilité
- 12 organismes ont refusé de participer, par manque de temps (n = 4) ou pour diverses autres raisons (n = 4) et certains n'ont pas été rejoints en dépit de nombreuses tentatives (n = 4) ;
- 34 organismes (16 organismes DON et 18 DON+) sur **les 63 admissibles ont** accepté de participer, soit un taux de participation de 54 %.

Figure 2

Recrutement des organismes de la Mauricie – Centre-du-Québec



L'enquête téléphonique a été réalisée dans les quatre régions entre le 27 novembre 2017 et le 6 juin 2018. Un premier contact avec les organismes permettait de présenter le projet et les objectifs, d'appliquer les critères d'admissibilité, d'obtenir le consentement éclairé pour l'enquête téléphonique et le recrutement des participants et de fixer un rendez-vous pour l'entrevue.

- Un résumé du projet et un formulaire de consentement étaient également transmis au répondant.
- Lors du deuxième appel, une entrevue téléphonique d'environ 45 minutes était réalisée par une agente de recherche. Le questionnaire comprenait cinq séries de questions :
  - sur l'organisme (p. ex. : nombre d'employés et de bénévoles, offre alimentaire, etc.) ;
  - sur les personnes qui le fréquentent (participation à d'autres activités, langue d'usager, etc. ;
  - sur les principaux partenaires et collaborateurs : ententes formelles et liens informels avec le milieu municipal, communautaire, etc. ;
  - en vue du deuxième volet de l'étude, l'enquête auprès des usagers (nombre annuel de nouveaux usagers, disponibilité d'un local, etc.) ;
  - le recrutement des participants (validation de la stratégie proposée).

Les résultats qui suivent sont présentés à partir des données recueillies auprès de ces 34 organismes participants de la Mauricie – Centre-du-Québec.

4. RÉSULTATS

L'interprétation des résultats qui suivent exige de la prudence. En effet, même si le taux de participation des organismes de la région est bon (54 %), ce portrait repose sur un petit nombre d'organismes. Mais surtout, les résultats présentés pour chaque région n'ont pas fait l'objet de tests statistiques pour appuyer les comparaisons entre types d'organismes (DON et DON+) ou les milieux de mieux (urbain, périphérique ou rural). Ces analyses statistiques plus poussées seront réalisées avec les résultats de l'ensemble des quatre régions et feront l'objet d'un article scientifique.

4.1. Répartition géographique et profil des organismes

La figure 3 illustre la répartition géographique des organismes participants dans la région, selon leur taille et leur offre de service en alimentation.

Les organismes participants sont davantage présents en milieu rural (n = 13 : DON n = 5 et DON+ n = 8) et urbain (n = 13 : DON = 9 et DON+ n = 4), que périurbain (n = 8 : DON n = 2 et DON+ n = 6), avec une certaine concentration d'organismes DON en milieu urbain.

Les deux types d'organismes sont semblables sur le plan de leur taille : en majorité, ils desservent annuellement moins de 500 usagers (n = 25/34)

- 13 organismes desservent entre 1 et 99 usagers (DON n = 6 et DON+ n = 7 ;
- 12 organismes desservent entre 100 et 499 usagers (DON n = 6 et DON+ n = 6) ;
- 2 organismes DON+ entre 500 et 999 usagers ;
- 6 organismes ont plus de 1000 usagers (DON n = 4, DON+ n = 2).
- 1 organisme DON+ présente une donnée manquante.

Les données pour l'ensemble des organismes participants révèlent que leur principal secteur d'activité est la sécurité alimentaire (n = 23). Pour tous les organismes, l'accès aux dons est régi par l'application de critères définis. Le concept d'adhésion du membre à l'organisme pour avoir des dons d'aliments n'est pas populaire : seulement trois organismes le requièrent. 28 organismes exigent une contribution financière des usagers, se situant le plus souvent entre 1 et 8 $ (DON n = 12 et DON+ n = 16).

Les ressources humaines allouées pour la distribution des aliments sont généralement modestes (9 organismes n'en ont aucun, dont 7 organismes DON, tandis que 13 organismes ont un employé (DON = 6 et DON+ =7). Il y a cependant une contribution très importante de bénévoles : 32 organismes ont 5 bénévoles et plus, tant chez les organismes DON (n = 15) que DON+ (n =17).

En somme, les données présentées au tableau 2 permettent de noter que les organismes DON et DON+ sont assez semblables à l'égard de leur service de dons d'aliments. La principale différence réside dans le nombre d'employés dédiés à la distribution des dons, nettement plus nombreux dans les organismes DON+.

Figure 3

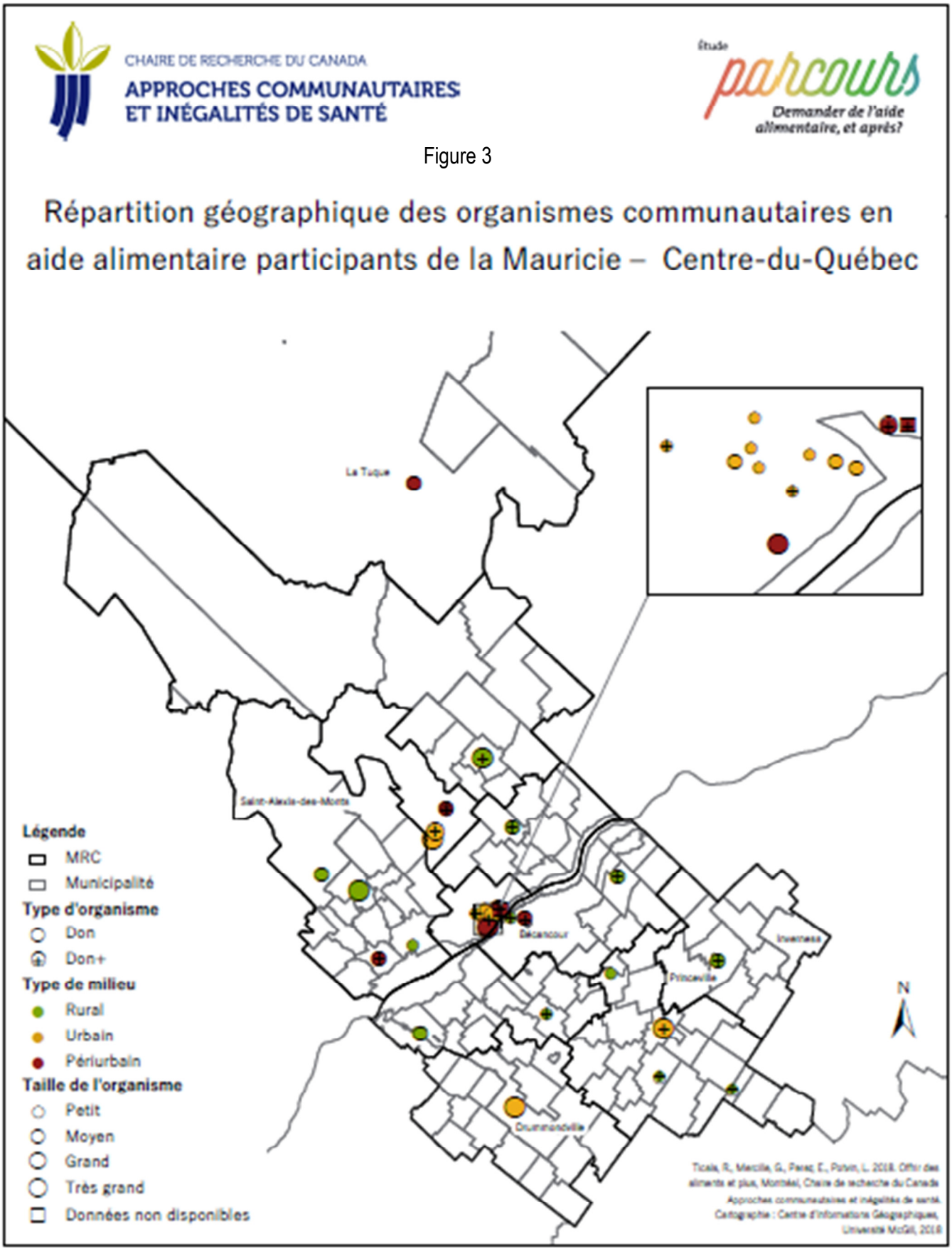

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA
APPROCHES COMMUNAUTAIRES ET INÉGALITÉS DE SANTÉ
étude parcours
Demander de l'aide alimentaire, et après?
Répartition géographique des organismes communautaires en aide alimentaire participants de la Mauricie – Centre-du-Québec
La Tuque
Saint-Alexis-des-Monts
Bécancour
Drummondville
Légende
MRC
Municipalité
Type d'organisme
Don
Don+
Type de milieu
Rural
Urbain
Périurbain
Taille de l'organisme
Petit
Moyen
Grand
Très grand
Données non disponibles
N

Tableau 2

Principales caractéristiques des organismes participants

n = le nombre d'organismes	Total (n = 34)	DON (n = 16)	DON+ (n = 18)
Principal secteur d'activité			
Sécurité alimentaire	23	14	9
Soutien à l'action bénévole	3	1	2
Économie sociale	2	0	2
Pauvreté	2	1	1
Économie sociale et soutien aux familles	1	0	1
Maintien à domicile	1	0	1
Soutien aux familles	1	0	1
Donnée manquante	1	0	1
Accès aux dons d'aliments			
Application de critères prédéfinis par l'organisme	33	15	18
Revenu	33	15	18
Lieu de résidence	33	15	18
Autres	5	3	2
Contribution financière exigée de l'usager	28	12	16
Usager doit être membre de l'organisme	3	2	1
Distribution des dons d'aliments			
Fréquence			
2 à 7 jours par semaine	4	2	2
1 jour par semaine	14	7	7
1 jour par semaine et dépannage d'urgence	4	2	2
1 jour par 2 semaines	8	4	4
1 jour par mois	2	1	1
1 jour par mois et dépannage d'urgence	0	0	0
Autre	2	0	2
Valeur estimée du panier d'aliments			
40 $ à 59 $	9	5	4
60 $ à 79 $	8	3	5
80 $ à 99 $	7	2	5
100 $ et +	10	6	4
Nombre d'employés dédiés à la distribution des dons			
0	9	7	2
1	13	6	7
2 à 4	10	2	8
5 et +	2	1	1
Nombre de bénévoles dédiés à la distribution des dons			
1 à 4	2	1	1
5 à 9	17	7	10
10 à 14	7	5	2
15 et +	8	3	5

4.2. Qualité des dons alimentaires distribués

À partir d'une liste prédéfinie de 24 catégories d'aliments, une section du questionnaire demandait aux organismes de dire si oui ou non, ils étaient en mesure d'offrir ces aliments la plupart du temps au cours de la dernière année. Dans le tableau 3, nous avons regroupé les aliments offerts selon quatre catégories, en fonction de leur degré de transformation, en utilisant une méthode de classification des aliments appelée NOVA[13].

Il est important de noter que pour certaines catégories d'aliments, les denrées énumérées peuvent être classées dans plus d'un degré de transformation. Par exemple, notre liste de questions ne permettait pas de distinguer le niveau de transformation pour le yogourt, qui pouvait être nature (aliment minimalement transformé) ou avec une saveur (aliment ultra-transformé). Dans ces cas, les aliments ont été classés au plus haut degré de transformation.

Les résultats du tableau 3 révèlent une offre alimentaire variée la plupart du temps, par une majorité d'organismes, composée d'aliments frais ou minimalement transformés, ainsi que transformés. Certains aliments offerts par les dons d'aliments semblent toutefois moins disponibles : les œufs (n = 12), les jus de fruits non sucrés (n = 12), les viandes fumées, salées ou séchées (n = 11) et les ingrédients de base pour cuisiner (n = 10).

En comparant les organismes DON et DON+, une différence dans la fréquence d'offre de lait, d'œufs et d'autres aliments ultra-transformés semble être présente entre les deux. Peu d'organismes DON+ offrent la plupart du temps du lait (n = 6) et des œufs (n = 4) Les organismes DON offrent également plus souvent de la margarine et d'autres tartinades (n = 14), des noix ou arachides et du beurre d'arachides (n = 12) et des boissons sucrées (n = 12). Peu d'organismes DON ou DON+ offrent des produits de base pour cuisiner.

LA CLASSIFICATION NOVA[13]

Les aliments frais ou minimalement transformés comme les fruits et la viande ne contiennent pas d'ajout de substances ; ils sont le résultat du retrait des parties comestibles des animaux et des plantes. Ils sont consommés tels quels, ou ils subissent des procédés qui augmentent leur durée de conservation, comme la réfrigération, la congélation, la pasteurisation et le séchage.

Les ingrédients culinaires sont des aliments qui sont utilisés pour la préparation d'autres mets (par exemple, le sel de table, l'huile végétale et la farine).

Les aliments transformés se composent d'aliments du premier groupe, transformés avec ceux du deuxième groupe. Ils peuvent avoir subi un procédé de transformation tel que la cuisson et la mise en conserve (par exemple, le poisson et les légumineuses en conserve).

Les aliments ultra-transformés sont des aliments préparés par l'industrie alimentaire, qui ne peuvent être reproduits à la maison, tels que les céréales à déjeuner et les sachets instantanés.

Tableau 3

Composition habituelle des dons d'aliments

n = le nombre d'organismes		Total (n = 34)	DON (n = 16)	DON+ (n = 18)
Degré de transformation	**Catégorie d'aliments**			
Aliments frais ou minimalement transformés	Viande/volaille fraîche ou congelée	32	15	17
	Fruits ou légumes frais ou congelés	29	13	16
	Pâtes alimentaires	25	13	12
	Lait	17	11	6
	Grains[a]	15	10	5
	Œufs	12	8	4
	Jus de fruits non sucré	12	6	6
Ingrédients culinaires transformés	Ingrédients de base pour cuisiner[b]	10	6	4
Aliments transformés	Pain	34	16	18
	Légumineuses (sèches ou en conserve)	29	13	16
	Fruits ou légumes en conserve	27	12	15
	Poisson (frais, congelé ou en conserve)	16	10	6
Aliments ultra-transformés	Biscuits, pâtisseries, muffins, gâteaux	34	16	18
	Yogourt (nature ou avec saveurs)/fromage	34	16	18
	Soupes/mets en conserve	32	16	16
	Collations emballées, bonbons, chocolat	27	12	15
	Sachets instantanés[c]	25	15	10
	Plats pré-préparés et prêts à chauffer	25	14	11
	Céréales à déjeuner, barres granolas	24	10	14
	Produits de viande reconstituée[d]	24	13	11
	Margarine et autres tartinades	21	14	7
	Noix ou arachides (salées, sucrées ou non, avec ou sans fruits), beurre d'arachides	19	12	7
	Boissons sucrées (gazeuses, énergisantes, aux fruits, au lait aromatisé)	20	12	8
	Viandes fumées, salées ou séchées	11	7	4

a- Riz, orge ou couscous, etc.
b- Sel, sucre, herbes et épices, farine, huile végétale, beurre ou graisse (saindoux), etc.
c- Soupes, nouilles, sauces, bouillons, etc.
d- Saucisses, bâtonnets poisson/poulet, bacon, corned-beef, terrines et pâtés, etc.

4.3 Offre de service complémentaire au don d'aliments

Les tableaux 4 et 5 présentent les activités offertes dans les organismes communautaires participants, autres que le don d'aliments. Elles se divisent en deux catégories :

- reliées à l'alimentation
- non reliées à l'alimentation.

Les personnes interviewées devaient répondre à la question suivante : « Je vais vous lire une liste d'activités réalisées en milieu communautaire. Pour chacune, pouvez-vous m'indiquer si elles sont offertes par votre organisme en répondant simplement par oui, non ou je ne sais pas ? ». En plus des 26 activités énumérées, il était possible d'en ajouter à l'item « autre ».

Rappelons que même si un organisme se classe DON, il peut offrir des activités reliées à l'alimentation si elles ne visent pas spécifiquement le développement de compétences en alimentation. Ces activités constituent d'autres formes de distribution d'aliments (vente d'aliments, popote roulante, repas communautaire et frigo communautaire). Les autres activités qui visent le développement de compétences en alimentation **sont exclusivement attribuées aux organismes DON+,** étant donné qu'il s'agit du critère qui définit un organisme DON+ par rapport à un organisme DON.

Tableau 4

Activités reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments

n = le nombre d'organismes	Total (n = 34)	DON (n = 16)	DON+ (n = 18)
Nombre d'activités offertes par l'organisme			
0	11	11	0
1	8	4	4
2	6	1	5
3	5	0	5
4 et +	4	0	4
Activités visant le développement de compétences en alimentation			
Cours ou ateliers de cuisine	12	0	12
Cuisine collective	10	0	10
Cours ou ateliers sur sujets reliés à l'alimentation	9	0	9
Jardin collectif/communautaire	6	0	6
Groupe d'achats d'aliments	1	0	1
Autres activités de distribution d'aliments			
Repas communautaire	6	3	3
Vente d'aliments	5	2	3
Popote roulante	5	1	4
Frigo communautaire	0	0	0

Le portrait des activités reliées à l'alimentation diffère entre les organismes DON et DON+ en fonction du nombre d'activités offertes et de leur nature. Cinq organismes DON proposent 1 à 2 activités, le plus souvent les repas communautaires (n = 3) et la vente d'aliments (n = 2), alors que tous les organismes DON+ proposent au moins 1 activité. Il s'agit le plus souvent des cours ou ateliers sur des sujets reliés à l'alimentation (n = 9) ou de cuisine (n = 12) et des cuisines collectives (n = 10).

Les activités qui ne sont pas reliées à l'alimentation (tableau 4) diffèrent aussi entre les deux types d'organismes, par leur nombre et leur variété. Une plus grande variété d'activités est présente chez les organismes DON+. Le référencement vers une autre ressource est offert par la quasi-totalité des organismes (n = 32). Les organismes DON offrent en grande majorité de 1 à 4 activités (n = 13), tandis que la totalité des organismes DON+ offre trois activités et plus (n = 18).

Tableau 5

Activités non reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments

n = le nombre d'organismes	Total (n = 34)	DON (n = 16)	DON+ (n = 18)
Nombre d'activités offertes par l'organisme			
0	1	1	0
1 à 2	6	6	0
3 à 4	12	7	5
5 à 6	8	2	6
7 et +	7	0	7
Type d'activité			
Référence vers une autre ressource	32	14	18
Autres dons ou vente de biens non alimentaires	22	8	14
Accompagnement vers une autre ressource	20	5	15
Suivi pour un besoin particulier[a]	17	5	12
Espace de rencontre informelle	12	4	8
Participation des usagers à des comités de travail	13	3	10
Développement de compétences	9	0	9
Activités d'entraide[b]	9	1	8
Aide à la recherche ou à la réinsertion à l'emploi	7	3	4
Bien-être personnel[c]	5	0	5
Consultation et défense des droits	6	1	5
Accompagnement et soutien[d]	3	1	2
Activités de socialisation	2	0	2
Hébergement	1	0	1
Activités ou services pour enfants/familles	0	0	0
Soutien à l'action bénévole	0	0	0
Autres	5	1	4

a- Rédaction ou traduction de documents, courriels, aide pour les impôts, aide au logement, etc.
b- Banque de gardiennes, accompagnement à rendez-vous médicaux, etc.
c- Activité physique, yoga, etc.
d- Interventions de proximité, accompagnement de références, visites d'amitié, etc.

En se penchant sur l'offre de service des organismes, une question se pose : dans quelle mesure les activités proposées sont-elles populaires ? En comparant les deux types d'organismes, il n'y a pas de différence marquée dans la perception de la participation des usagers, puisque l'ensemble des répondants déclarent éprouver de la difficulté à mobiliser les usagers afin qu'ils participent aux activités offertes, particulièrement celles reliées à l'alimentation. En effet, ils estiment que moins de 25 % des usagers recevant des dons participaient à des activités reliées à l'alimentation (n = 16).

Certaines activités leur apparaissent davantage populaires que d'autres :

- Les deux activités reliées à l'alimentation les plus populaires sont les cuisines collectives (n = 5) et les cours ou les ateliers de cuisine (n = 3). Deux organismes rapportent qu'aucune activité n'est populaire auprès des usagers.
- Les activités non alimentaires les plus populaires sont les autres types de dons ou de vente à rabais (n = 16), la référence vers une autre ressource (n = 4) et le suivi individuel pour répondre à un besoin particulier (n = 2). Un organisme a répondu qu'aucune activité de cette catégorie n'est populaire auprès des usagers qui reçoivent des dons d'aliments.

4.4 Partenaires et collaborateurs

La dernière section du questionnaire portait sur le réseau des organismes participants. Des questions sur l'existence d'ententes formelles (contractuelles) ou informelles (de gré à gré) de collaboration ou de partenariat dans le cadre de services, de projets ou sein d'instances de concertation ont été explorées. Les réponses à ces questions sont malheureusement très difficiles à analyser, car à première vue cette distinction entre collaborations formelles ou informelles n'a été bien comprise pas les répondants. Des analyses plus fines seront faites au cours des prochains mois. Pour le moment, voici les données globales, sans distinction quant au caractère formel ou informel de ces pratiques (tableau 6).

Tableau 6

Nombre de liens de collaboration et de partenariat formels et informels avec divers types d'organismes

n = le nombre d'organismes	Total (n = 34)	DON (n = 16)	DON+ (n = 18)
Aucun lien de collaboration ou de partenariat	0	0	0
Un lien de collaboration ou de partenariat			
Organismes communautaires	1	1	0
Institutions publiques	0	0	0
Entreprises privées	0	0	0
Deux liens de collaboration ou de partenariat			
Organismes communautaires et institutions publiques	5	4	1
Organismes communautaires et institutions privées	1	0	1
Institutions publiques et entreprises privées	0	0	0
Trois liens de collaboration ou de partenariat			
Organismes communautaires, institutions publiques et entreprises privées	27	11	16

En Mauricie – Centre-du-Québec, 15 organismes DON et 17 organismes DON+ sont membres d'une MOISSON. De plus, comme détaillé dans le tableau 6, une large majorité des organismes participants possède des liens avec d'autres organismes communautaires, des institutions publiques et des entreprises privées (n = 27). Seulement 5 organismes DON et 2 organismes DON+ possèdent moins de trois liens de collaboration.

5. FAITS SAILLANTS, LIMITES ET DISCUSSION

5.1 Faits saillants

Cette enquête téléphonique, qui constitue le premier volet de l'étude **PARCOURS, Demander de l'aide alimentaire et après ?** dresse le portrait des organismes communautaires offrant des dons alimentaires dans la région de la Mauricie – Centre-du-Québec et présente les contours de leur offre de service. La présente section est le fruit des discussions entre l'équipe de recherche et les membres des groupes de travail des quatre régions participantes, ainsi que des échanges avec les participants à un forum régional tenu le 8 novembre 2108.

Pour la région de la Mauricie – Centre-du-Québec, les principaux résultats sont les suivants :

- les organismes DON et DON+ semblent de même taille : le nombre de ménages desservis, la fréquence de distribution des aliments et le nombre de bénévoles sont comparables. Seul le nombre d'employés diffère ;
- pour les deux types d'organismes, l'offre alimentaire est variée. Des aliments frais ou minimalement transformés sont disponibles, la plupart du temps, mais peu d'aliments de base pour cuisiner sont offerts aux usagers ;
- l'offre de services diffère entre les deux types d'organismes ; les organismes DON+ possédant une plus grande variété d'activités. Les cuisines collectives et les ateliers en alimentation sont les activités les plus souvent offertes. Tant les organismes DON que DON+ ont toutefois une perception commune de la faible participation des usagers aux activités offertes ;
- la majorité des organismes du territoire a établi des collaborations ou des partenariats tant avec d'autres organismes communautaires qu'avec des institutions publiques ou des entreprises privées.

Comme mentionné précédemment, ces données étant descriptives, il faut demeurer prudent dans leur interprétation. Cela dit, quelques éléments de contexte et quelques questions ressortent des discussions menées avec les divers partenaires.

Les différences entre organismes DON et DON+ sont sensiblement les mêmes dans les autres régions participantes. Un des objectifs de cette enquête téléphonique était de recruter un nombre égal d'organismes DON et DON+ pour le volet 2, l'enquête auprès des usagers. En Maurcie – Centre-du-Québec, nous avons presque obtenu cette parité (16 et 18). Cependant au total, dans les 4 régions, nous avons recruté 64 organismes DON et 77 organismes DON+. Le don d'aliments semble maintenant largement associé à d'autres interventions communautaires.

De façon générale, les responsables des organismes estiment cependant que peu d'usagers (environ le quart) participent à ces activités. Plusieurs partenaires ont souligné l'enjeu du transport qui limite leurs déplacements. Par ailleurs, certains estiment que plusieurs usagers ne souhaitent tout simplement pas participer à des ateliers, des cours, etc. Mais les résultats de notre étude de 2011-2013 mettent aussi en lumière que les profils des personnes qui fréquentent les organismes DON et celles qui fréquentent des organismes DON+ diffèrent :

> « … les premiers sont en perte de contrôle, tandis que les seconds sont dans une démarche de reprise de contrôle.
> Dans les cas de perte de contrôle, les personnes peuvent avoir déjà épuisé toutes leurs ressources ou être projetées en situation de crise par un ou plusieurs éléments déclencheurs (incendie, perte d'emploi, etc.). Ces personnes auront alors recours à un organisme centré sur le don parce que c'est le seul endroit où trouver de la nourriture, la seule façon de répondre à un besoin essentiel.
> Par comparaison, les gens qui choisissent de participer à une activité de type coopératif y recourent plutôt pour s'outiller afin de surmonter des difficultés (réduire les coûts de l'alimentation pour faire face à une hausse de loyer, apprendre à cuisiner, etc.) ou simplement par envie de participer à une activité collective[9]. » (p.43)

L'enquête longitudinale en cours permettra, espérons-le, de mieux comprendre la situation et de cerner les conditions à mettre en place pour soutenir la participation d'usagers à des activités de développement des capacités.

En constatant **que l'offre alimentaire des organismes DON et DON+ est assez variée,** les partenaires estiment qu'ils sont globalement sur la bonne voie, puisque plus de 50 % des organismes offrent, la plupart du temps, divers types d'aliments frais ou minimalement transformés, à part le lait et les œufs. Même si cela va à l'encontre de l'opinion encore fort répandue que les aliments offerts par les banques alimentaires ne sont pas toujours de qualité, ils ont le sentiment que la préoccupation d'offrir une saine alimentation est partagée et qu'il y a un consensus fort autour de l'idée de fournir des paniers d'aliments « plus » : plus locaux, plus santé, plus variés. Ils y voient également l'impact du travail des banques alimentaires centralisées (les Moissons) et de plusieurs initiatives qui ont permis de bonifier cette offre au cours des dernières années.

Les partenaires soulignent l'importance de ces campagnes de sensibilisation auprès des marchands et des producteurs agricoles sur la réduction du gaspillage alimentaire (viande, fruits et légumes, boulangerie), d'où des ententes globales avec les Moissons régionales ou des ententes locales, même si des problèmes d'entreposage, de réfrigération ou de distribution rapide peuvent survenir si les aliments sont sur le point d'être périmés. En milieu rural, il peut devenir coûteux de récupérer de trop petites quantités d'aliments récupérés, mais l'accès aux producteurs maraîchers ou même à la viande récupérée par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chevreuils, orignaux heurtés par des voitures) est facilité. Cependant, selon les saisons, les organismes doivent s'accommoder de variations importantes dans la disponibilité de ces denrées. Par ailleurs, l'achat de viande par les organismes pour compléter les paniers distribués (par ex., des dindes pour Noël) est une pratique assez courante, tout comme la demande d'une contribution financière, même minime, pour couvrir une partie de ces coûts.

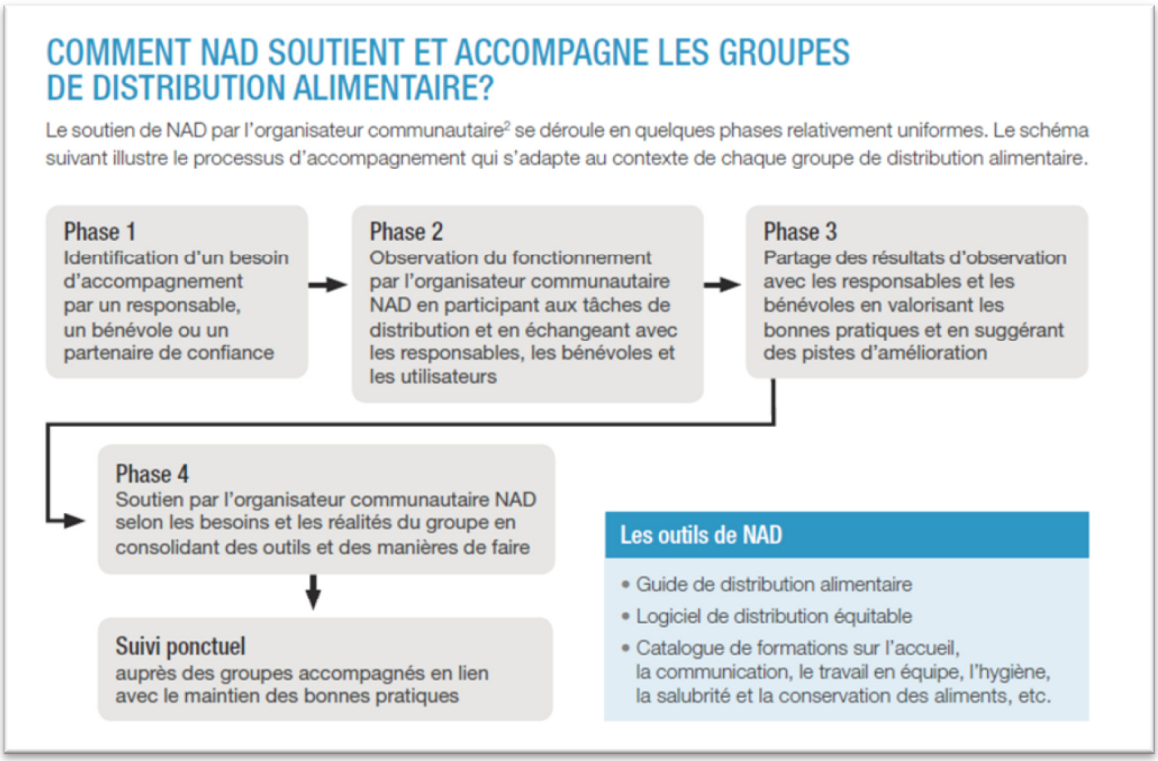
Cela dit, plusieurs questions demeurent quant à la qualité des aliments offerts. On ne connaît pas les quantités offertes ni ce qui est utilisé par les usagers : ce qui est offert n'est pas nécessairement consommé. Plusieurs évoquent les stocks de légumineuses qui ne sont pas très populaires, en dépit de diverses initiatives (dégustations, recettes faciles, etc.) pour mieux les faire connaître et apprécier. Enfin, la

distribution d'aliments dans les organismes DON comme DON+ ne se fait généralement pas comme dans les épiceries sociales ou les jardins communautaires où les gens choisissent les aliments qu'ils consomment.

Les partenaires estiment également que la qualité des aliments offerts est tributaire de leurs **collaborations avec d'autres organismes et institutions.** Même s'il reste encore des analyses à faire pour tenter de mieux cerner la nature et le caractère formel ou informel de ces collaborations, ils sont d'avis que le réseautage entre organismes comporte une bonne part de relations informelles, à l'exception du partenariat avec les Moissons qui est très structurant, notamment par rapport aux ententes avec certains fournisseurs ou donateurs.

Cela dit, depuis plus d'une dizaine d'années, les efforts de concertation de plusieurs acteurs clés de la région ont pris diverses formes, dont un Comité régional en sécurité alimentaire et la tenue d'une Journée annuelle régionale en sécurité alimentaire. Plusieurs initiatives ont été mises sur pied dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales s'inscrivant dans le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015. De plus, depuis 2009, le projet d'action partenariale « Se nourrir, agir et se développer » (NAD) réunit plusieurs acteurs clés du milieu autour d'un accompagnement sur mesure destiné à soutenir les efforts des organismes communautaires d'aide alimentaire (voir figure 4) :

Figure 4



http://www.consortium-mauricie.org/file/filemanager/De%CC%81veloppement%20social/NAD_Faits%20saillants%20evaluation_octobre%202014.pdf

> « L'action partenariale Se nourrir, agir et se développer consiste à offrir aux groupes de distribution alimentaire un accompagnement par un organisateur communautaire, et ce, en fonction de la réalité de chacun des milieux. Ce soutien vise à consolider et à développer des modes de fonctionnement et une

qualité de relation entre les responsables, les bénévoles et les utilisateurs. En introduisant ces manières de faire, NAD favorise l'actualisation des valeurs de RESPECT, d'ÉQUITÉ, de TRANSPARENCE et de SOLIDARITÉ, la création de milieux de vie et l'empowerment des personnes et des communautés. »

http://www.consortium-mauricie.org/actions-d-ici/nad

Ce projet a notamment fait l'objet d'une évaluation d'implantation[14] qui rend compte des divers types d'obstacles en place et de la complexité des défis reliés à l'amélioration des pratiques en interventions en aide alimentaire.

5.2 Limites de l'étude

Ce projet de recherche est le premier à produire des analyses descriptives des organismes de la région de la Mauricie – Centre-du-Québec, en plus d'inclure une comparaison selon le type d'activités offertes dans l'organisme, soit un organisme offrant ou non des opportunités de développement de compétences en alimentation (DON+ ou DON). Les résultats obtenus se basent également sur les différents types de territoires de la région, soit ruraux, périurbains et urbains, alors que plusieurs études existantes considèrent uniquement un type de territoire. Toutefois, cette enquête comporte des limites.

Ces résultats ne peuvent être généralisés à l'ensemble des organismes offrant du don d'aliments. En effet, bien que ce projet repose sur un recensement des organismes de la région, les critères d'inclusion appliqués aux organismes participants font en sorte que ces résultats proviennent d'organismes où l'accès au don n'est pas conditionnel à l'utilisation d'autres services et qui ne s'adressent pas uniquement à un sous-groupe de la population (aînés, personnes aux prises avec des problèmes de santé, mentale, etc.).

Par ailleurs, les informations obtenues proviennent d'employés ou de bénévoles connaissant bien le service de don d'aliments, et non d'usagers. Les résultats doivent donc être interprétés en conséquence. Par exemple, concernant l'offre alimentaire, il s'agit du point de vue de l'organisme et non pas celui de l'usager.

5.3 Perspectives

Au cours des prochains mois, ce portrait des organismes en aide alimentaire de la région de la Mauricie – Centre-du-Québec sera mis en relation avec ceux des autres régions participantes (Lanaudière, Estrie et Montréal). Des analyses plus poussées seront effectuées, notamment pour comparer les résultats en fonction des milieux de vie (urbain, périurbain, rural). Cette enquête téléphonique constitue un premier pas. Le recrutement de nouveaux usagers de ces organismes est amorcé depuis septembre 2018. Ce second volet permettra de documenter l'impact de ces interventions sur leur sécurité alimentaire et, plus largement, sur leur santé, leur bien-être et leur intégration sociale. Cette enquête longitudinale devrait également permettre de répondre à certaines des questions soulevées précédemment sur l'utilisation de ces ressources communautaires en documentant les parcours de ces nouveaux usagers.

RÉFÉRENCES

1. Tarasuk V, Mitchell, A, Dachner, N. Household food insecurity in Canada, 2014. Toronto : Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF), 2016. Retrieved from http://proof.utoronto.ca in September 2016.
2. McIntyre L, Patterson PB, Anderson LC, Mah CL. Household food insecurity in Canada: Problem definition and potential solutions in the public policy domains. Canadian Public Policy 2015; DOI: http://dx.doi.org/10.3138/cpp.2015-066.
3. Canada AaA-F. Canada's fifth progress report on food security 2008. Retrieved from http://www5.agr.gc.ca/resources/prod/doc/misb/fsec-seca/pdf/1245790426228_rpt_5_e.pdf in September 2016.
4. Bazerghi C, McKay F, Dunn M. The role of food banks in addressing food insecurity: A systematic review. J Community Health 2016;41:732-40.
5. McIntyre L. Food insecurity policy is not the flip side of food security policy. Policy Options 2011:48-51.
6. Banques alimentaires du Canada, Les banques alimentaires et le mythe de la dépendance, 2014, 6 p. https://www.foodbankscanada.ca/getmedia/bbe9d354-ce09-4bcd-af21-3cf4da745656/Food-Banks-and-the-Dependence-Myth_FINAL_June-2014_FR.pdf.aspx?ext=.pdf
7. Iacovou M, Pattieson DC, Truby H, Palermo C. Social health and nutrition impacts of community kitchens : A systematic review. Public Health Nut 2013;16:535-43.
8. Roncarolo, F., Adam, C., Boyer, G., Flahault, C., Thérien, I. « Les interventions communautaires en sécurité alimentaire à Montréal », *Le Point sur… l'action communautaire*, nº 1, Montréal, Centre de recherche Léa-Roback et Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS), 4 p. Équipe de recherche : Potvin, L., Sénécal, G., Bernier, J., Rivard, M., Roncarolo, F., Adam, C., Gough, M. http://chairecacis.org/fichiers/lea-roback-2016.pdf
9. Roncarolo, F., Adam, C., Bisset, S., & Potvin, L. Food capacities and satisfaction in participants in food security community interventions in Montreal, Canada. Health Promotion International, 2016, 31, 879-887. doi: 10.1093/heapro/dav085
10. Roncarolo, F., Bisset, S. & Potvin, L. Short-term effects of traditional and alternative community interventions to address food insecurity. PLOS one, 2016, doi.org/10.1371/journal.pone.0150250
11. Roncarolo, F, Adam, C., Bisset, S., & Potvin, L. Traditional and alternative community food security interventions in Montreal, Québec: Different practices, different people. Journal of CommunityHealth, 2015, 40, 199-207. DOI 10.1007/s10900-014-9917-8
12. Gough, M. 2014. *Experiences of participants in the field of food insecurity through the lens of Bourdieu's cultural capital: Practical and theoretical explorations,* mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de Maître des sciences (M.Sc) en Santé communautaire option recherche, Université de Montréal
13. Moubarac JC, Batal M. La consommation d'aliments transformés et la qualité de l'alimentation au Québec 2016. Consulté en juin 2018 sur https://nutrition.umontreal.ca/wp-content/uploads/sites/45/2017/02/RapportMSSS2016-10-19.pdf.
14. Forest, D. et L. St-Germain. Se nourrir, agir et se développer. Plus que de l'aide alimentaire… Rapport d'évaluation de l'implantation de l'action partenariale NAD. Centre de recherche sociale appliquée. 124 pages. Octobre 2014.

ANNEXES

Annexe I : Tableaux des résultats de la Mauricie

Tableau I.1
Principales caractéristiques des organismes participants de la Mauricie

n = le nombre d'organismes	Total (n = 23)	DON (n = 13)	DON+ (n = 10)
Principal secteur d'activité			
Sécurité alimentaire	16	11	5
Soutien à l'action bénévole	2	1	1
Pauvreté	2	1	1
Économie sociale	1	0	1
Économie sociale et soutien aux familles	1	0	1
Maintien à domicile	1	0	1
Soutien aux familles	0	0	0
Accès aux dons d'aliments			
Application de critères prédéfinis par l'organisme	23	13	10
Revenu	22	12	10
Lieu de résidence	22	12	10
Autres	3	3	0
Contribution financière exigée de l'usager	20	10	10
Usager doit être membre de l'organisme	2	0	2
Distribution des dons d'aliments			
Fréquence			
2 à 7 jours par semaine	3	1	2
1 jour par semaine	11	7	4
1 jour par semaine et dépannage d'urgence	3	2	1
1 jour par 2 semaines	4	2	2
1 jour par mois	1	1	0
1 jour par mois et dépannage d'urgence	0	0	0
Autre	1	0	1
Valeur estimée du panier d'aliments			
40 $ à 59 $	3	3	0
60 $ à 79 $	5	3	2
80 $ à 99 $	6	1	5
100 $ et +	9	6	3
Nombre d'employés dédiés à la distribution des dons			
0	5	5	0
1	11	6	5
2 à 4	7	2	5
Nombre de bénévoles dédiés à la distribution des dons			
1 à 4	1	1	0
5 à 9	9	5	4
10 à 14	6	4	2
15 et +	7	3	4

Tableau I.2

Composition habituelle des dons d'aliments des organismes participants de la Mauricie

	n = le nombre d'organismes	**Total (n = 23)**	**DON (n = 13)**	**DON+ (n = 10)**
Degré de transformation	**Catégories d'aliments**			
Aliments frais ou minimalement transformés	Viande/volaille fraîche ou congelée	21	12	9
	Fruits ou légumes frais ou congelés	19	10	9
	Pâtes alimentaires	18	10	8
	Lait	12	9	3
	Grains	10	8	2
	Œufs	10	7	3
	Jus de fruits non sucré	10	5	5
Ingrédients culinaires transformés	Ingrédients de base pour cuisiner	6	4	2
Aliments transformés	Pain	23	13	10
	Fruits ou légumes en conserve	19	9	10
	Légumineuses (sèches ou en conserve)	18	10	8
	Poisson (frais, congelé ou en conserve)	12	8	4
Aliments ultra-transformés	Biscuits, pâtisseries, muffins, gâteaux	23	13	10
	Yogourt (nature ou avec saveurs)/fromage	23	13	10
	Soupes/mets en conserve	22	13	9
	Sachets instantanés	19	13	6
	Plats pré-préparés et prêts à chauffer	19	12	7
	Collations emballées, bonbons, chocolat	17	10	7
	Produits de viande reconstituée	17	11	6
	Margarine et autres tartinades	15	11	4
	Céréales à déjeuner, barres granolas	14	7	7
	Boissons sucrées (gazeuses, énergisantes, aux fruits, au lait aromatisé)	13	10	3
	Noix ou arachides (salées, sucrées ou non, avec ou sans fruits), beurre d'arachides	13	9	4
	Viandes fumées, salées ou séchées	8	6	2

Tableau I.3

Activités reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments dans les organismes participants de Mauricie

n = le nombre d'organismes	Total (n = 23)	DON (n = 13)	DON+ (n = 10)
Nombre d'activités offertes par l'organisme			
0	8	8	0
1	8	4	4
2	4	1	3
3	1	0	1
4 et +	2	0	2
Activités visant le développement de compétences en alimentation			
Cours ou ateliers sur sujets reliés à l'alimentation	6	0	6
Cours ou ateliers de cuisine	4	0	4
Cuisine collective	3	0	3
Jardin collectif/communautaire	4	0	4
Groupe d'achats d'aliments	0	0	0
Autres activités de distribution d'aliments			
Repas communautaire	5	3	2
Popote roulante	4	1	3
Vente d'aliments	2	2	0
Frigo communautaire	0	0	0

Tableau I.4
Activités non reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments dans les organismes participants de la Mauricie

n = le nombre d'organismes	Total (n = 23)	DON (n = 13)	DON+ (n = 10)
Nombre d'activités offertes par l'organisme			
0	1	1	0
1 à 2	4	4	0
3 à 4	9	7	2
5 à 6	5	1	4
7 et +	4	0	4
Type d'activité			
Référence vers une autre ressource	21	11	10
Autres dons ou vente de biens non alimentaires	16	8	8
Accompagnement vers une autre ressource	13	4	9
Suivi pour un besoin particulier	11	4	7
Espace de rencontre informelle	7	4	3
Participation des usagers à des comités de travail	6	2	4
Activités d'entraide	7	1	6
Consultation et défense des droits	5	1	4
Développement de compétences	4	0	4
Aide à la recherche ou à la réinsertion à l'emploi	4	2	2
Bien-être personnel	2	0	2
Accompagnement et soutien	2	1	1
Activités de socialisation	1	0	1
Hébergement	1	0	1
Activités ou services pour enfants/familles	0	0	0
Soutien à l'action bénévole	0	0	0
Autres	3	1	2

Tableau I.5 :
Nombre et type de collaborations et partenariats formels et informels dans les organismes participants de la Mauricie

n = le nombre d'organismes	Total (n = 23)	DON (n = 13)	DON+ (n = 10)
Aucun lien de collaboration	0	0	0
Un lien de collaboration			
Organismes communautaires	1	1	0
Institutions publiques	0	0	0
Entreprises privées	0	0	0
Deux liens de collaboration			
Organismes communautaires et institutions publiques	4	4	0
Organismes communautaires et entreprises privées	1	0	1
Institutions publiques et entreprises privées	0	0	0
Trois liens de collaboration			
Organismes communautaires, institutions publiques et entreprises privées	17	8	9

Annexe II : Tableaux des résultats du Centre-du-Québec

Tableau II.1
Principales caractéristiques des organismes participants du Centre-du-Québec

n = le nombre d'organismes	Total (n = 11)	DON (n = 3)	DON+ (n = 8)
Principal secteur d'activité			
Sécurité alimentaire	7	3	4
Soutien à l'action bénévole	1	0	1
Économie sociale	1	0	1
Économie sociale et soutien aux familles	1	0	1
Soutien aux familles	1	0	1
Maintien à domicile	0	0	0
Pauvreté	0	0	0
Accès aux dons d'aliments			
Application de critères prédéfinis par l'organisme	11	3	8
Revenu	11	3	8
Lieu de résidence	11	3	8
Autres	5	3	2
Contribution financière exigée de l'usager	7	2	5
Usager doit être membre de l'organisme	1	0	1
Distribution des dons d'aliments			
Fréquence			
2 à 7 jours par semaine	2	1	1
1 jour par semaine	3	0	3
1 jour par semaine et dépannage d'urgence	1	0	1
1 jour par 2 semaines	3	2	1
1 jour par mois	1	0	1
1 jour par mois et dépannage d'urgence	0	0	0
Autre	1	0	1
Valeur estimée du panier d'aliments pour une personne			
10 à 19 $	0	0	0
20 $ à 39 $	0	0	0
40 $ à 59 $	6	2	4
60 $ à 79 $	3	0	3
80 $ à 99 $	1	1	0
100 $ et +	1	0	1
Nombre d'employés dédiés à la distribution des dons			
0	4	2	2
1	2	0	2
2 à 4	4	0	4
5 et +	1	1	0
Nombre de bénévoles dédiés à la distribution des dons			
1 à 4	1	0	1
5 à 9	9	2	7
10 à 14	1	1	0
15 et +	0	0	0

Tableau II.2

Composition habituelle des dons d'aliments dans les organismes participants du Centre-du-Québec

	n = le nombre d'organismes	**Total (n = 11)**	**DON (n = 3)**	**DON+ (n = 8)**
Degrés de transformation	**Catégories d'aliments**			
Aliments frais ou minimalement transformés	Viande/volaille fraîche ou congelée	11	3	8
	Fruits ou légumes frais ou congelés	9	3	6
	Pâtes alimentaires	8	3	5
	Lait	6	2	4
	Grains	5	2	3
	Œufs	3	1	2
	Jus de fruits non sucré	2	1	1
Ingrédients culinaires transformés	Ingrédients de base pour cuisiner	4	2	2
Aliments transformés	Pain	11	3	8
	Légumineuses (sèches ou en conserve)	11	3	8
	Fruits ou légumes en conserve	8	3	5
	Poisson (frais, congelé ou en conserve)	5	2	3
Aliments ultra-transformés	Biscuits, pâtisseries, muffins, gâteaux	11	3	8
	Yogourt (nature ou avec saveurs)/fromage	11	3	8
	Céréales à déjeuner, barres granolas	11	3	8
	Soupes/mets en conserve	10	3	7
	Collations emballées, bonbons, chocolat	10	2	8
	Produits de viande reconstituée	8	2	6
	Plats pré-préparés et prêts à chauffer	7	2	5
	Margarine et autres tartinades	7	3	4
	Noix ou arachides (salées, sucrées ou non, avec ou sans fruits), beurre d'arachides	7	3	4
	Sachets instantanés	6	2	4
	Boissons sucrées (gazeuses, énergisantes, aux fruits, au lait aromatisé)	6	2	4
	Viandes fumées, salées ou séchées	3	1	2

Tableau II.3

Activités reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments dans les organismes participants du Centre-du-Québec

n = le nombre d'organismes	Total (n = 11)	DON (n = 3)	DON+ (n = 8)
Nombre d'activités offertes par l'organisme			
0	3	3	0
1	0	0	0
2	2	0	2
3	4	0	4
4 et +	2	0	2
Activités visant le développement de compétences en alimentation			
Cours ou ateliers de cuisine	8	0	8
Cuisine collective	7	0	7
Cours ou ateliers sur sujets reliés à l'alimentation	3	0	3
Jardin collectif/communautaire	2	0	2
Groupe d'achats d'aliments	1	0	1
Autres activités de distribution d'aliments			
Vente d'aliments	3	0	3
Repas communautaire	1	0	1
Popote roulante	1	0	1
Frigo communautaire	0	0	0

Tableau II.4
Activités non reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments dans les organismes participants du Centre-du-Québec

n = le nombre d'organismes	Total (n = 11)	DON (n = 3)	DON+ (n = 8)
Nombre d'activités offertes par l'organisme			
0	0	0	0
1 à 2	2	2	0
3 à 4	3	0	3
5 à 6	3	1	2
7 et +	3	0	3
Type d'activité			
Référence vers une autre ressource	11	3	8
Accompagnement vers une autre ressource	7	1	6
Autres dons ou vente de biens non alimentaires	6	0	6
Participation des usagers à des comités de travail	6	1	5
Suivi pour un besoin particulier	6	1	5
Espace de rencontre informelle	5	0	5
Développement de compétences	5	0	5
Bien-être personnel	4	0	4
Activités d'entraide	3	0	3
Aide à la recherche ou à la réinsertion à l'emploi	2	1	1
Accompagnement et soutien	1	0	1
Activités de socialisation	1	0	1
Consultation et défense des droits	0	0	0
Hébergement	0	0	0
Activités ou services pour enfants/familles	0	0	0
Soutien à l'action bénévole	0	0	0
Autres	2	0	2

Tableau II.5
Nombre et types de collaborations et partenariats formels et informels dans les organismes participants du Centre-du-Québec

n = le nombre d'organismes	Total (n = 11)	DON (n = 3)	DON+ (n = 8)
Aucun type de lien de collaboration	0	0	0
Un type de lien de collaboration			
Organismes communautaires	0	0	0
Institutions publiques	0	0	0
Entreprises privées	0	0	0
Deux types de liens de collaboration			
Organismes communautaires et institutions publiques	0	0	0
Organismes communautaires et entreprises privées	0	0	0
Institutions publiques et entreprises privées	0	0	0
Trois types de liens de collaboration			
Organismes communautaires, institutions publiques et entreprises privées	11	3	8

Étude parcours

Demander de l'aide alimentaire, et après?

ÉGALEMENT DISPONIBLES

Offrir des aliments et plus
Portrait de l'offre de service des organismes communautaires en aide alimentaire de la région de **Lanaudière**

Offrir des aliments et plus
Portrait de l'offre de service des organismes communautaires en aide alimentaire de la région de **l'Estrie**

EN PRÉPARATION

Offrir des aliments et plus
Portrait de l'offre de service des organismes communautaires en aide alimentaire de la région de **Montréal**

POUR INFO
www.chairecacis.org
parcours@irspum.umontreal.ca
https://www.facebook.com/etudeparcours.

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA
APPROCHES COMMUNAUTAIRES ET INÉGALITÉS DE SANTÉ